

sujet, par le député d'Ontario. Celui-ci, ancien ministre du Travail, devrait, je crois, se montrer plus favorable à nos syndicats.

L'hon. M. Starr: Puis-je poser une question complémentaire au premier ministre? Vu sa déclaration d'hier au sujet du discours prononcé par le ministre de l'Industrie, et selon laquelle le gouvernement estime qu'il serait inopportun de vouloir porter l'ensemble de nos salaires au niveau de ceux des États-Unis en ce moment, et la réponse du représentant d'Essex-Est à M. George Burt, qui se lit en partie:

Je dois dire franchement que je ne suis pas d'accord avec ce que mon collègue est censé avoir dit.

Et compte tenu du télégramme expédié par le député d'Essex-Sud (M. Whelan) qui se lit ainsi:

En ce qui me concerne, le discours de M. Drury représente ses opinions personnelles. Je désapprouve entièrement son propos...

Le premier ministre pourrait-il nous dire si le député d'Essex-Ouest (M. Gray) est le seul représentant qui appuie la politique du gouvernement, et s'il y a à ce sujet beaucoup de divergences d'opinions et de désaccords au sein du cabinet?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je suis heureux d'avoir la chance de répondre à l'honorable représentant en lui signalant que la politique du gouvernement concernant les salaires en regard du revenu et de la productivité est telle que l'a exposée mon honorable ami le ministre de l'Industrie, à la page 11 de son discours, où il cite le troisième exposé annuel du Conseil économique du Canada quant aux salaires, au revenu et à la productivité. Voici le passage en question:

Vu la nature même des facteurs qui expliquent l'écart de revenus, il reste évidemment beaucoup à faire à de nombreux égards avant que l'économie canadienne, prise dans son ensemble, puisse connaître effectivement la parité avec les États-Unis pour ce qui est de la moyenne du revenu par personne.

Monsieur l'Orateur, cet exposé est signé notamment par MM. Claude Jodoin, W. Ladyman, William Mahoney, Marcel Pépin et A. R. Gibbons.

L'hon. M. Starr: Puis-je poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? S'en tient-il toujours à la déclaration qu'il a faite dans son télégramme à M. Burt, dans lequel il affirmait devoir s'opposer catégoriquement aux propos que son collègue était censé avoir tenus?

[L'hon. M. Martin.]

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai l'impression que le débat dépasse le cadre habituel des questions et réponses. Il vaudrait mieux, je crois, passer à un autre sujet.

L'hon. M. Starr: Alors, puis-je poser une autre question?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je demanderais au député de bien vouloir collaborer; peut-être pourrai-je lui donner la parole plus tard s'il désire poser d'autres questions.

LES FINANCES

LA «MERCANTILE BANK»—LA RÉDUCTION POSSIBLE DU NOMBRE D' ACTIONS DES PORTEFEUILLISTES AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Nous dirait-il si le gouvernement a l'intention de modifier la loi sur les banques de façon à réduire de 25 p. 100 à 10 p. 100 le nombre d'actions de la *Mercantile Bank* que peut posséder la *Citibank*?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député devrait patienter. Ce projet de loi nous reviendra très prochainement, j'espère; sa curiosité pourra alors être satisfaite mais peut-être pas comme il le voudrait.

M. Douglas: Une question complémentaire. Étant donné la divergence d'opinions qu'il y aurait au sein du cabinet à ce sujet... (*Exclamations*)... et le différend qui existerait entre le ministre des Finances et le ministre d'État senior, le député de Davenport, le premier ministre me dirait-il si ce dernier a été expédié en Jamaïque pour le réchauffer ou pour le faire taire?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, la question de divergence de vues au sein du cabinet fédéral...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

Le très hon. M. Pearson: ...n'est pas un problème dont mon honorable ami devrait se préoccuper.

M. l'Orateur: A l'ordre.